

La gestion du vivant : une stratégie d'avenir pour la société et l'agriculture

Henry OLLAGNON, 2005

L'agriculture est-elle une activité d'avenir en France et en Europe, comme ailleurs dans les territoires du monde ? Les agriculteurs peuvent-ils répondre seuls à cette question ? La société fait-elle le lien, à travers sa recherche de développement durable, entre la qualité du vivant qu'elle recherche et l'agriculture ?

Au carrefour de l'alimentation, de la gestion de la qualité de la nature, de l'ambiance des territoires, les agriculteurs ont potentiellement un rôle à jouer. Mais, l'agriculture est-elle ainsi reconnue comme une activité de gestion du vivant ? Cette reconnaissance va de moins en moins de soi. Il faut des promoteurs, des chemins, des actes pour que la société se dote d'une véritable gestion de la qualité du vivant, dans chaque territoire de la biosphère.

N'est-ce pas une vaste et nécessaire ambition pour les agriculteurs que de promouvoir, de façon opérationnelle, par une stratégie de la qualité totale, une agriculture durable dans les territoires du monde ?

Des agriculteurs et une société qui doutent, face à une agriculture en mutation

Au cours du dernier demi-siècle, l'agriculture paysanne, ancrée naguère dans une société et un territoire de proximité, a fait place à une agriculture de filières qui s'exprime sur des marchés nationaux européens puis mondiaux. En termes de gestion de la qualité, l'agriculture est passée d'une gestion de la qualité totale incarnée dans un marché et une société inscrits dans un territoire proche, à la gestion d'une qualité centrée sur le produit seul, mais reconnue selon des standards universels sur le marché européen et mondial. Parallèlement à l'ouverture mondiale des marchés, l'émergence de crises écologiques, alimentaires, sociétales, réelles ou potentielles, interrogent les sociétés contemporaines. Les réalités du vivant ressurgissent chargées d'inquiétude. Et avec elles, est mise en cause leur mode de prise en charge et les acteurs directement impliqués dans ceux-ci.

Autour de ces questions, se cristallisent les débats sur le développement durable. Comment conjuguer développement et protection de l'environnement ? Comment concilier la compétition qui régule le court terme marchand avec les exigences d'équilibres écologiques, économiques et sociaux qui assurent l'équilibre d'ensemble et l'avenir à plus long terme de la vie humaine dans chaque territoire et sur la terre ? Pourtant la question de la gestion du vivant par nos sociétés contemporaines, qui est en jeu à travers le développement durable, reste largement non explicitée.

Agriculteurs et société, chacun dans leur domaine perçoit une situation de plus en plus complexe et incertaine. Les agriculteurs s'inquiètent de plus en plus de l'avenir économique et humain de l'agriculture. Les acteurs de la société, quand il s'agit d'agriculture, s'inquiètent de l'évolution de l'alimentation, du

« vivant » dans la nature et dans l’ambiance de vie des territoires, sans percevoir l’exacte situation des agriculteurs, ni leur rôle incontournable dans la gestion de ce « vivant ».

Le développement durable et ses paradoxes pour l’agriculture

Face à la montée des problèmes du vivant, la majorité des réponses apportées a consisté à mettre des garde-fous toujours plus exigeants et donc à durcir les normes. Le contrôle qualité puis les procédures d’assurance qualité se sont généralisés dans la plupart des domaines de l’activité agricole.

Cette réponse conduit pourtant à une double impasse. D’une part, les progrès technologiques et scientifiques demandent sans cesse de réadapter le champ des contraintes. L’efficacité des mesures prises n’est pas garantie et structurellement en décalage. Le principe de précaution est sollicité pour justifier la non-décision, la limitation des possibles. D’autre part, l’agriculture, activité aux prises avec le complexe, se trouve enfermée dans une course réglementaire sans fin, subissant une compétition normative sur laquelle elle n’a pas prise. Cette double impasse révèle donc deux paradoxes. La gestion du vivant traitée par la norme déresponsabilise les acteurs les plus directement concernés et ne garantit finalement pas la durabilité. L’agriculture, par essence gestionnaire du vivant, s’en trouve évincée et se concentre principalement sur une compétition par rapport aux produits où seule leur qualité intrinsèque et instantanée est valorisée.

Une telle gestion de la qualité, dans la réalité quotidienne, conduit à une agriculture qui ne peut plus prendre en charge les « qualités associées », qualités non-marchandes, non-administrées, associées à l’acte de production et au produit agricole. Les agriculteurs se trouvent mis en cause dans leur activité et leur identité professionnelle.

La société, de plus en plus sensible à la vulnérabilité du vivant, identifie-t-elle les exigences nouvelles de ce que doit être au quotidien une gestion du vivant légitime et pertinente ? Perçoit-elle, à sa juste place, le rôle de gestionnaire du vivant que peuvent remplir les agriculteurs au quotidien ?

Les agriculteurs ne peuvent répondre à ce besoin de bons gestionnaires du vivant que si la société se donne à elle-même, explicitement, le projet d’une agriculture gestionnaire du vivant.

Faute d’un dessein partageable, d’un contrat de qualité de la société et des agriculteurs vis-à-vis de l’agriculture capable de donner sens et énergie à leur activité, comment les agriculteurs peuvent-ils s’engager dans la prise en charge de la qualité du vivant dans la nature, l’alimentation, la vie des territoires dans toutes les dimensions locales, nationales et mondiales de ces territoires ?

La société et les agriculteurs face à la réalité intime et planétaire du vivant

Dans une réflexion prospective quelque peu schématique, l’agriculture et la société se trouvent face à une situation complexe où se combinent de façon de plus en plus active des horizons temporels et des entités spatiales multiples. Mais à travers cette multiplicité, trois options sont envisageables :

Option 1

La prise en charge du vivant, des qualités non-marchandes et non administrées de l'agriculture n'est pas organisée. L'économique pèse beaucoup plus lourd que le socio-politique. Ce schéma semble s'imposer sans frein dans certains pays du Sud.

Option 2

Une séparation s'instaure entre l'agriculture économique et la gestion administrée du vivant ; c'est le scénario qui s'installe dans nombreux pays du Nord.

Option 3

Agriculteurs et société ne veulent pas déconnecter la qualité de l'agriculture de la qualité du vivant. Cette connexion se joue dans les territoires, lieu concret où peut s'établir un contrat de qualité fondant une gestion de la qualité totale capable de concilier pertinence et légitimité de proximité et ouverture au monde. Cette option est déjà en perspective dans les stratégies chez certains acteurs (agriculteurs, distributeurs et ONG) se positionnant en médiateurs de marché, au niveau local et mondial. Ceux-ci perçoivent et anticipent le besoin croissant d'unité et la capacité de mobilisation du consommateur et du citoyen vis-à-vis du vivant.

L'enjeu est bien aujourd'hui de s'accorder sur ce que doit être la gestion de la qualité du vivant dans la société et en conséquence ce que doit être la place de l'agriculture. La menace immédiate est que, faute d'un projet agricole bien compris par la société, les agriculteurs renoncent à investir dans les qualités non marchandes et non administrées. A long terme, certains renoncent à être agriculteurs, faute d'être reconnus dans leur activité et leur identité. L'atout est peut être que, grâce à de multiples démarches, comme les démarches de qualité totale, il apparaît possible aujourd'hui de prendre en charge activement les réalités complexes du vivant comme un patrimoine commun local d'intérêt général, par les voies compatibles et complémentaires du marché et de la responsabilité publique. Un autre atout vient de ce que si la société s'interroge elle-même implicitement sur sa gestion actuelle du vivant, les élus perçoivent que ce sera un enjeu majeur pour eux demain. De plus, dans la plupart des territoires, sans renoncer à leur diversité, les agriculteurs sont capables d'une certaine unité professionnelle pour aborder la société, à propos de la gestion du vivant.

Au-delà des différences, les agriculteurs, tous au contact du vivant, parce qu'ils engagent fortement leur identité au travers de leur activité, ont besoin d'être en accord avec eux-mêmes et avec la société.

Reprendre la main : une nouvelle ambition pour une agriculture durable dans les territoires du monde.

La société contemporaine est face au choix de sa gestion du vivant.

Pour l'agriculture, la situation, au niveau local, national et mondial, peut se dégrader fortement, et ce avant même que la société n'ait fait le choix d'actualiser sa gestion du vivant. L'Etat, gardien légitime de la norme

et des grands équilibres, peut certes faciliter les démarches d'adaptation, mais ne pourra en être l'unique acteur. Comme le montrent de nombreuses expériences, les agriculteurs peuvent prendre l'initiative et construire avec leurs partenaires du territoire et des filières, une gestion rénovée de la qualité du vivant pour la société.

Cette initiative stratégique demande à naître simultanément à travers les marchés et les territoires, et via des modes de gouvernance nouveaux.

A travers les marchés et les territoires

Acteurs économiques, les agriculteurs peuvent promouvoir une gestion économique de la « qualité totale » du vivant. Il est notamment possible de s'inspirer des stratégies de la « qualité totale » qui se développent dans l'industrie et dans certaines initiatives territoriales.

Ces approches intègrent la lutte contre le défaut (contrôle qualité produit) et le bon fonctionnement des flux (assurance qualité des process). Mais elles les dépassent largement en y associant une attitude d'écoute et de négociation, qui vise en permanence à enrichir la conception de la qualité à prendre en charge. Ainsi, cette démarche permet d'intégrer de façon explicite et contractuelle toutes les dimensions « qualité » attendues par toutes les parties directement ou indirectement concernées par les produits, les prestations et le territoire.

La gestion de la qualité de la biosphère se joue au niveau des territoires locaux, mais elle n'est économiquement durable que si la société mondiale accepte d'en payer le prix pour ceux qui la prennent en charge, en particulier pour les agriculteurs qui s'y engagent.

Cette nouvelle forme de rencontre entre demandeurs et offreurs de qualité à l'égard du vivant prendra des formes multiples. Elle s'exprimera, à un moment donné, à travers des produits ou des prestations qui répondent aux exigences de la qualité totale. L'agriculteur, acteur économique au sens plein, sera donc amené à faire évoluer son système d'exploitation de manière à construire son revenu à partir des produits et des prestations répondant à la demande de ces nouveaux marchés.

En retour on devra assister sur le marché à un nouvel équilibre des prix qui prenne en compte les nouvelles qualités des produits. Par ailleurs le marché pourra voir arriver de nouveaux acteurs tels que les acteurs publics (collectivités locales ou territoriales diverses), gestionnaires naturels des fonds publics destinés au soutien ou à l'orientation dans le cadre des politiques de territoires.

Dans les processus de gouvernance

Pour l'agriculteur, acteur économique, le choix de sa gestion de la qualité totale suppose la libre adhésion. Elle ne peut résulter des seules logiques normatives sous peine d'être insupportables à l'agriculteur, puis plus tard aux territoires. Elles doivent certes s'exprimer dans le cadre de standards minima internationaux puis régionaux, mais doivent procéder également de contractualisations locales optionnelles. Il est ici possible d'innover et de permettre de combiner une gamme de normes universelles et de priorités nationales, régionales, locales, et des projets de territoires et d'exploitation, en un système de critères en poupée russe, du local au mondial. Un tel système peut permettre de concilier la diversité des situations avec une garantie de progression d'ensemble vers une agriculture durable dans chaque territoire du monde.

Pour cela, les agriculteurs, leurs partenaires, la société dans son ensemble, dans chaque territoire doivent pouvoir rester acteur de leur devenir, tout en assurant la définition des critères qualité grâce à une organisation facilitante. Qu'il soit le seul promoteur de telles démarches ou non, le monde agricole ne peut agir seul. Il a besoin que la gestion du vivant devienne une ambition de territoire qui s'exprime au travers de projets et d'actions légitimes.

Au niveau des territoires cette légitimité est multiple et doit être construite en permanence. Il est donc nécessaire d'innover dans des processus de gouvernance adaptés aux enjeux d'aujourd'hui. Ceux-ci permettront progressivement, selon les opportunités, d'impliquer les agriculteurs, les sociétés et les territoires dans leur multiplicité, et de faciliter des négociations multi-niveaux entre acteurs, du local au mondial d'une part, à travers les entités géopolitiques et d'autre part le long des filières, avec les acteurs du cycle de vie des produits.

Cette gouvernance fondatrice de la gestion de la qualité du vivant demande des lieux, des langages, des procédures et des postures de rencontre et de négociation spécifiques : dispositifs territoriaux associant l'ensemble des acteurs, filières « qualité », organes de négociation supranationaux, régionaux et mondiaux. Afin de garantir des négociations équilibrées, il apparaît opportun de s'appuyer à chaque fois sur un tiers acteur neutre et actif, qui garantisse un professionnalisme nécessaire. Il est à noter que de telles démarches existent déjà dans des formes plus ou moins pures.

Une telle stratégie peut ainsi s'élaborer à partir de territoires pilotes, sur une ou plusieurs productions, en France et dans le monde. Par une démarche progressive, il s'agira de concevoir un cadre de conversation et d'échanges entre des territoires, des porteurs d'enjeux et des agriculteurs qui acceptent d'être partenaires. L'objectif est d'inscrire au niveau mondial des démarches qualité totale déjà enclenchées afin de créer un noyau dur d'expériences transposables. Puis, à partir de ce noyau dur d'initiatives territoriales, il sera possible de rencontrer les autres acteurs de filières, afin d'identifier ensemble les conditions et moyens d'une gestion de la qualité totale du vivant garante d'une agriculture durable dans les territoires du monde.

En conclusion, ...

Une agriculture de qualité ne peut durablement dissocier produit, société et territoire. Ce constat n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que le territoire apparaît aujourd'hui comme le lieu de conciliation privilégié entre l'intime et l'universel, entre le un et le pluriel, où peuvent se rencontrer toutes les parties intéressées par la gestion du vivant. Ceci ne s'impose pas pour des raisons techniques, économiques ou réglementaires, mais comme le cadre d'adhésion à un projet commun, celui par lequel chaque humain devient finalement acteur de la gestion du vivant de la planète par son implication directe ou indirecte dans la gestion du local. Dans cette relation agriculture, société, produit, territoire, s'inscrit l'avenir de l'agriculture et la conception humaniste de la gestion du vivant.

Ainsi, l'agriculture, autrefois paysanne, peut-elle redevenir explicitement gestionnaire du vivant et reprendre l'initiative en devenant une « agriculture de pays » ouverte sur les marchés du monde parce que portée par tout son territoire, et contribuant en retour à porter celui-ci dans la compétition mondiale.